

ASS/GF/II/MG

2025-02

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 20 JANVIER 2025

OBJET : AVIS DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES COMMERÇANTS DU COURS DE LA RÉPUBLIQUE			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 26	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 14 janvier 2025

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20250120-2025-02-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet, 24/01/2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt janvier à 18 heures, le Conseil municipal de la ville de Lézignan-Corbières s'est réuni au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.



Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Dominique JOLIS, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Freddy NOLOT, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. Dominique JOLIS à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Freddy NOLOT à Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Françoise BAROUSSE à M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON à M. Thierry DENARD, M. Fabrice CASTELEYN à M. Gérard FORCADA

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Vu le Code de justice administrative,
Vu les articles L. 410-1 à L. 432-1 du Code des relations entre le public et l'administration,
Vu les articles 2044 à 2052 du Code civil relatifs aux transactions,
Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits,
Vu la délibération n° 2024-003 du 23 janvier 2024 portant création de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République et de son règlement de fonctionnement,
Vu la délibération n° 2024-047 du 27 mars 2024 portant modification de la composition de la commission de la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République,
Vu les procès-verbaux des réunions de la Commission d'indemnisation des commerçants du Cours de la République en date du 13 novembre 2024 et du 11 décembre 2024,

La commune de Lézignan-Corbières a mis en place une commission d'indemnisation amiable destinée aux professionnels riverains qui se trouvent intégrés dans le périmètre des travaux du Cours de la République. Cette instance consultative et impartiale a pour mission de leur permettre de demander une réparation des troubles pouvant être générés par ces travaux, dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure juridictionnelle.

Conformément à la réglementation en vigueur et à la jurisprudence du Conseil d'État, les dommages qui sont susceptibles d'être indemnisés sont ceux qui dépassent les contraintes générales et normales auxquelles les commerçants et professionnels riverains des voies publiques concernées sont soumis. Ces derniers ont été invités par la commune à une réunion d'information qui s'est tenue le 8 juillet 2024 au cours de laquelle la procédure d'évaluation de leurs demandes leur a été exposée. Un dossier de demande avec la liste des pièces justificatives à fournir leur a été transmis. Ce dossier était également téléchargeable depuis le site internet de la commune et devait être retourné au plus tard le 16 septembre 2024 à minuit.

À la suite de la remise des dossiers de demande d'indemnisation, la commission d'indemnisation amiable s'est réunie le 13 novembre et le 11 décembre derniers, d'une part pour se prononcer sur la recevabilité des demandes, d'autre part pour procéder au calcul des montants devant constituer les indemnités proposées. La commission a statué sur les dommages subis pendant la première phase des travaux, soit du 6 novembre 2023 au 30 avril 2024.

La charge de la preuve du préjudice incombe aux commerçants qui s'estiment lésés, c'est pourquoi la commission s'est d'abord prononcée sur la recevabilité de chaque demande en analysant les pièces des dossiers (documents comptables ou administratifs) attestant de manière évidente une baisse d'activité importante et directement liée aux travaux du Cours de la République, mettant en cause la viabilité de l'entreprise. Lors de cette analyse, les dossiers suivants ont été admis comme recevables :

- SASU LE CONTI, représenté par M. Damien AUSSAGUEL
- SARL « BOUCHERIE DE TRADITION », représentée par M. Jordy RODRIGUEZ :
- Entreprise individuelle « CENTRE DE BEAUTÉ YVES ROCHER » de Mme Isabelle GAY
- SARL « CLAUDINE » représentée par Mme Claudine FORTUNATO
- SARL « LE KINGSTON » représentée par Mme Claudine PETRE
- Entreprise individuelle « MAZ CONCEPT STORE » représenté par M. Grégory MAZARD
- SARL « LE PANIER FRAIS DE DAVID » représentée par M. David CREMONESE
- Entreprise individuelle « PHILDAR » de Mme Christèle BEAUVAIS
- Entreprise individuelle « LE SALON DE RÉMI », de M. Rémi CARPINTEIRO

La demande de la SARL « AUDOPTIQUE », représentée par M. Sylvain BOCCANFUSO, a été déclarée irrecevable dans la mesure où la commission n'a pas estimé le lien de causalité entre les travaux et le dommage évoqué par M. BOCCANFUSO comme étant suffisamment certain et direct, son commerce n'étant pas inclus dans le périmètre des travaux, et étant accessible par plusieurs voies d'accès

aux piétons et aux véhicules. D'autre part, le dossier de ce demandeur a été déposé le 7 octobre 2024, soit après le délai imparti.

Lors de sa réunion du 11 décembre 2024, la commission, sous l'autorité de son Président, magistrat honoraire, a procédé aux calculs des montants d'indemnités proposés aux demandeurs, en prenant en compte la baisse attestée du chiffre d'affaires des entreprises, minorée d'un coefficient de 20 % ou de 30 %. Les avis de la commission relatifs à la passation d'un protocole d'accord transactionnel pour le versement d'une indemnité par la commune avec chaque demandeur sont les suivants :

-SASU LE CONTI, représentée par M. Damien AUSSAGUEL : **19 600 euros**

-SARL « BOUCHERIE DE TRADITION », représentée par M. Jordy RODRIGUEZ : la SARL étant en liquidation judiciaire, le dossier a été transmis à la personne en charge de régler la liquidation. La commune est en attente de l'analyse juridique du dossier.

-Entreprise individuelle « CENTRE DE BEAUTÉ YVES ROCHER » de Mme Isabelle GAY : **4 170 euros** (Application d'un coefficient de minoration de 30 % à cause d'une proximité moindre du site des travaux)

-SARL « CLAUDINE » représentée par Mme Claudine FORTUNATO : **1 425 euros** (Application d'un coefficient de minoration de 30 % à cause d'une proximité moindre du site des travaux)

-SARL « LE KINGSTON » représentée par Mme Claudine PETRE : **1 525 euros**

-Entreprise individuelle « MAZ CONCEPT STORE » représentée par M. Grégory MAZARD : **1 298 euros**

-SARL « LE PANIER FRAIS DE DAVID » représentée par M. David CREMONESE : l'évaluation de cette demande a été reportée à une prochaine réunion de la commission faute de documents probants.

-Entreprise individuelle « PHILDAR » de Mme Christèle BEAUVAIS : **3 045 euros**, sous réserve de la production d'une attestation par son expert-comptable certifiant l'exactitude d'un tableau chiffrant le préjudice subi pour la période de novembre 2023 à avril 2024.

-Entreprise individuelle « LE SALON DE RÉMI », de M. Rémi CARPINTEIRO : **1 000 euros**

Afin de procéder à l'indemnisation des commerçants dont l'entreprise a subi une baisse de chiffre d'affaires attestée, due aux travaux de réfection du Cours de la République entrepris par la commune, celle-ci doit conclure un protocole d'accord transactionnel avec chacun. Cet accord doit permettre un règlement amiable de la situation litigieuse induite par les dommages subis, ce qui implique de la part des demandeurs qu'ils renoncent à toute action en justice ayant pour objet la même demande.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver les avis formulés par la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus.

2/ D'autoriser M. le Maire à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

3/ De dire que les sommes correspondant aux indemnités devant être versées aux demandeurs feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2025 de la commune.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

Et décide :

1/ D'approuver les avis formulés par la commission d'indemnisation amiable des commerçants du Cours de la République relatifs aux montants des indemnités correspondant aux baisses de chiffres d'affaires des entreprises ayant déposé une demande, tels qu'exposés ci-dessus.

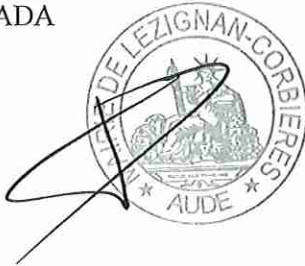
2/ D'autoriser M. le Maire à signer un protocole d'accord transactionnel avec chaque demandeur dont le dossier a été déclaré recevable par la commission pour le paiement des indemnités accordées et à prendre toute mesure nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.

3/ De dire que les sommes correspondant aux indemnités devant être versées aux demandeurs feront l'objet d'une imputation à ouvrir sur le budget de l'année 2025 de la commune.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance
Christine BÉNET

